



FACEM Corporation

COMMUNIQUE DE PRESSE

Montréal_Mardi 28 juin 2011 : Passés de « bons samaritains » à « escrocs » en moins de 5 jours, FACEM Corporation sort de sa réserve pour stopper la campagne de dénigrement qui s'est construite à son insu.

Monsieur Job Ariste, son président et toute l'équipe de la F.A.C.E.M. (Fondation pour l'Amélioration des Conditions de l'Enfance dans le Monde) Fondation pour l'aide au développement social et économique dans le monde (F.A.D.E.S.M. Corporation) ont été honorés et heureux d'avoir été sollicités le 10 mai dernier pour s'engager, avec Bernard Laporte, dans le sauvetage du Stade Français.

La société, d'origine canadienne, est aujourd'hui mal connue du grand public et des médias français. En effet, son président, Monsieur Job Ariste, ne souhaitait pas communiquer selon les usages en vigueur, avant la finalisation complète et définitive des négociations qui étaient en cours. Il apparaît clairement que cette discrétion a malheureusement contribué à construire la légende sinistre qui entoure désormais l'image de FACEM Corporation largement diffusée dans les médias français.

FACEM Corporation sort de sa réserve, après avoir eu les plus grandes difficultés à rassembler des éléments d'informations qui lui ont permis de comprendre comment deux de ses collaborateurs ont été interpellés et incarcérés à tort à Paris la semaine dernière.

Sollicitée par Monsieur LAPORTE, dans une urgence extrême et omniprésente, FACEM Corporation a accepté, devant une insistance quotidienne de plus en plus pressante, à s'engager à combler le déficit du Stade Français afin que le passage devant la DNACG ne se conclue pas par une relégation le 12 mai. M.LAPORTE a ainsi réclamé un engagement de la FACEM sous 48 heures. A ce moment des événements FACEM Corporation n'était pas en mesure de fournir une lettre de capacité bancaire pour ce type d'investissement. Dès lors FACEM Corporation, a fait appel à un tiers pour que celui-ci fournisse cette capacité bancaire pour son compte.

C'est dans ce cadre exceptionnel que FACEM a fait appel à la société Radd International LLC et ceci en dehors du cadre et des procédures habituelles de FACEM Corporation. Ce défaut de diligence et cette précipitation auront été fatals à ce dossier.

Il s'avère que les documents fournis par Radd International LLC étaient bien des faux et les frais engagés par Mr Laporte au travers de FACEM et remis à cette société pourraient constituer un délit d'escroquerie. FACEM Corporation et Monsieur Laporte sont bien deux victimes de cette société et de leurs dirigeants.



Monsieur Laporte a cru bon de porter plainte à l'encontre de FACEM Corporation. Peut être en partenaire loyal aurait il pu porter plainte avec nous contre Radd International LLC ce qui aurait évité à nos collaborateurs de se faire arrêter à tort. FACEM Corporation a porté plainte au Canada contre Radd International LLC et s'apprête à le faire aux USA.

La précipitation de Monsieur Laporte à porter le fer contre FACEM l'a par ailleurs empêcher de conclure les opérations financières qui devaient nous permettre de financer comme prévu le Stade Français. Cette opération et la date de conclusion du 24 Juin 2011; délai contractuel incompressible, étaient fort bien connues de Monsieur Laporte.

En toute hypothèse, quel que soit le montage financier retenu, La FACEM ne devait verser les fonds demandés qu'à partir du 24 juin, comme précisé dans un courrier envoyé à la DNACG le 26 mai 2011, date acceptée par cette dernière. Ainsi comment explique-t-on qu'un dépôt de plainte ait été déposé par Max GUAZZINI et Bernard LAPORTE le 20 juin 2011, et ce sans au préalable, avoir demandé aucune explications à la FACEM ?

Ainsi la rapidité des événements a paralysé toute l'activité internationale de FACEM Corporation et entraîné des conséquences sur la globalité des affaires en cours au niveau international, l'importance du préjudice à ce jour, n'est toujours pas totalement évalué.

Membre du PACTE MONDIAL de l'ONU sous le N°13055 et acteur de nombre initiatives, programmes et de projets pilotes de développement socioéconomiques de développement durable à travers le monde, FACEM Corporation a un modèle de fonctionnement strictement règlementé par des procédures précises et incontournables. Les fonds mis à sa disposition sont des fonds dédiés à des programmes de développement économiques et sociaux précis. Leurs utilisations étant assorties d'un cahier de charge strict et de procédures incontournables. Toute son activité est supervisée et contrôlée par des organismes financiers et des institutions internationales de notoriété indiscutable.

Or, l'opération « Stade Français » s'est retrouvée hors cadre devant cette pression insistante opérée par Monsieur Laporte.

La FACEM s'est ainsi retrouvée dans l'urgence de cette demande pressante, alors qu'elle a pour ligne de conduite de prendre les précautions d'usage en effectuant sa « due diligence » réglementaire auprès des investisseurs et de respecter les règles de sécurité habituelles.

Associée avec Bernard Laporte dans la structure *Rugby Développement*, FACEM Corporation n'a pas anticipé ni compris que son associé mette la fondation dans l'incapacité d'agir pour formaliser les contrats qui apporteraient d'une part, les fonds nécessaires au renflouement du Stade Français et d'autre part, au financement de sa saison 2011/2012. Une action conjointe contre l'investisseur indélicat aurait simplement permis de trouver une solution profitable au Stade Français et aux projets de sauvetage envisagé.



Il est désormais acquis que La FACEM est victime de deux actions simultanées qui l'ont mise en grande difficulté :

- La nature frauduleuse des agissements de Radd International LLC qui servait de garantie pendant 5 jours avant l'arrivée des fonds.

- B.LAPORTE et M.GUAZZINI, qui par les actions engagées contre la fondation, privent de liberté le vice-président en charge du dossier et le Secrétaire Général exécutif de la Fondation, et les mettent en incapacité de palier à cet imprévu par un simple déblocage de fonds d'un autre investisseur.

Ils ont été victimes à double titre dans cette affaire.

Tout d'abord prématurément incriminés par son partenaire Bernard LAPORTE et le président du Stade Français, Max GUAZZINI, qui par ailleurs n'était pas impliqué dans cette transaction, et ensuite lésé par un investisseur dont les faits sont désormais connus de la justice.

La FACEM doit-elle réellement être tenue pour responsable de ces faits ?

Fort heureusement les avocats de FACEM Corporation ont permis de mettre en perspective ce dossier et la véritable nature de FACEM. Ainsi, La justice Française, réputée pour sa sévérité, a pris une décision qui l'honore en libérant nos collaborateurs ce jour. Ceux-ci restent toutefois placés sous contrôle judiciaire.

FACEM Corporation est heureuse d'avoir appris que le Stade Français et pu trouver un repreneur. Nous regrettons amèrement que l'enchaînement des faits l'emballement médiatique le manque de loyauté de ses partenaires ait pu conduire Facem Corporation à voir son image à ce point ternie. Dans le futur nous ne manquerons pas de communiquer sur la vraie nature de Facem Corporation et de montrer à ceux qui voudront le voir sous un autre prisme nos réalisations et notre éthique.

Contact presse :

contact@facem.ca

Maitre Sylvain Maier : + 33 6 03704828 / + 33 1 44178720